Les autorités polonaises ont procédé à plusieurs arrestations et entrepris de dissoudre l'association néo-nazie « Duma i Nowoczesność » (Fierté et Modernité), suite à la diffusion d'un reportage sur la chaîne de télévision TVN le week-end dernier.

Mardi matin, les forces de l'Agence de Sécurité Intérieure ont arrêté dans leurs appartements le chef et deux membres de Fierté et Modernité. Lors d'une perquisition, des publications, des objets et des symboles se référant ou glorifiant le nazisme (uniformes, drapeaux, enregistrements, etc.) ont été retrouvés, ainsi qu'une arme à feu et deux paquets de munitions.

Arrêtés à la demande du parquet, les membres de l'association sont accusés de propager l'idéologie nazi en *« organisant le 128e anniversaire du chef du IIIe Reich, lors duquel on a glorifié ce système avec des emblèmes, des enregistrements, des textes et des gestes se référant à la symbolique du nazisme »*. Les accusés encourent une peine maximale de deux années d'emprisonnement.

Procédure de dissolution en marche

En outre, le maire de la ville de Wodzisław Śląski, dans sud de la Pologne non loin de Katowice, où l'association est enregistrée, vient de lancer une procédure de dissolution légale de l'organisation. Zygmunt Serwatka. Le maire a aussi informé le parquet régional de la possibilité d'un crime.

Le pouvoir central a aussi entrepris ses propres démarches dans le but est de dissoudre *Duma i Nowoczesność*. Le procureur général Ziobro a saisi le parquet et le vice-ministre de la Justice, Patryk Jaki, a adressé au Procureur National une demande de procéder à la dissolution du groupe.

Dans une affaire différente, le parquet régional de la ville de Radomsko a entamé une procédure concernant un festival de musique « *Orle gniazdo* » (« Nid d'aigle ») lors duquel, en juillet 2017, des milieux nationalistes et néo-nazis ont également diffusé des contenus interdits.

Cependant, l'opposition ne veut pas en rester là. La Plate-forme civique (PO), le principal parti d'opposition au Droit et Justice (PiS), a demandé la démission de la direction du Parquet National en raison de son *« inaction totale face à la montée de l'antisémitisme, du nationalisme et même du fascisme en Pologne »*.

Un reportage sur le mouvement néo-nazi secoue la Pologne